



Toutes et tous en grève le 15 juin

Pour le pouvoir d'achat, l'emploi, les missions publiques et la protection sociale

Alors que nous traversons une crise sanitaire, économique et sociale, sans précédent, qui bouleverse chacun d'entre nous, accentue les inégalités et développe la précarité, accroît le chômage et la misère sociale, les richesses continuent à s'accumuler pour certains. Le CAC 40 bat tous les records et 55 milliards ont été versés aux actionnaires en 2020 malgré les difficultés sociales rencontrées par le plus grand nombre.

La Contre-Réforme de l'Assurance Chômage va avoir des conséquences catastrophiques pour des centaines de milliers de travailleurs privés d'emploi mais aussi pour nos missions au service des besoins des usagers. **La baisse des APL** impacte déjà nombre d'allocataires et particulièrement la jeunesse. L'annonce de **la mise en œuvre de la « réforme » des retraites**, allongeant la durée de cotisation pour tous et repoussant l'âge pour en bénéficier en bonne santé de plusieurs années, est un nième coup bas contre nos droits issus des conquêtes sociales de nos aînés.

Les attaques contre les Services Publics et la Protection Sociale, pourtant jugés essentiels pendant la crise sanitaire, **sont inadmissibles.**

Après s'être apitoyé sur les premiers de corvées et avoir félicité celles et ceux qui ont continué à exercer leur activité pendant la Crise, le gouvernement ne nous accorde que des primes de misère qui ne compensent nullement les pertes de pouvoir d'achat subies depuis plus de 10 ans maintenant.

La mise en œuvre d'une **Prime d'intéressement, inégalitaire, soumise à l'atteinte d'objectifs et exonérée de cotisation sociale** ne serait être la solution tant en termes de demande unanime d'augmenter nos salaires et traitements que de financement de la protection sociale pour permettre à chacun d'en bénéficier selon ses besoins.

Pire, alors que l'UNEDIC va connaître un déficit record lié à la mise en œuvre du chômage partiel et des choix du gouvernement de multiplier les exonérations de cotisations sociales, le financement de Pôle emploi, donc son avenir, (qui repose à 70% sur l'UNEDIC), est menacé. L'accompagnement des travailleurs privés d'emploi doit reposer sur un financement de l'Etat et l'UNEDIC doit consacrer son budget exclusivement au bénéfice d'une indemnisation de tous les travailleurs privés d'emploi.

La privatisation de nos missions ne cesse de croître, nos renforts ne sont que des CDD, nos salaires restent en berne !

ASSEZ !

Refusons de brader nos missions sur l'autel de la privatisation et du profit pour quelques-uns.

Exigeons la titularisation de tous nos collègues en contrat précaire ou en service civique,

Exigeons une augmentation générale de nos salaires et de nos traitements,

Exigeons les moyens financiers et humains pour exercer toutes nos missions,

**ENSEMBLE, EN GREVE CE 15 JUIN,
AUX COTES DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE**